

**L'INFSPM DE SOUR-EL-GHOZLANE EST TOTALEMENT BLOQUÉ
DEPUIS LE 14 MAI DERNIER**

**Étudiants, professeurs et travailleurs interpellent
le ministre**

Jamais de mémoire de mouvements de grève au sein des institutions et autres établissements tant privés que publics, du moins à Bouira, un directeur ou un responsable n'a ligué contre lui autant de monde.

A l'Institut national de formation supérieure du paramédical (INSFPM) de Sour-El-Ghozlane, le directeur de cet institut a réussi cette prouesse : en grève depuis le 14 mai dernier, ce mercredi lors de notre déplacement sur les lieux, nous avons été frappés par l'ampleur du divorce consommé entre ce responsable et les différents acteurs agissant à l'intérieur tant du côté des étudiants, lesquels sont en grève depuis le 14 mai dernier, que du côté des enseignants qui avaient jusque-là observé uniquement des piquets de grève avant de passer, eux aussi, à une grève illimitée après le licenciement d'un enseignant, membre de la section locale du Syndicat national des professeurs du paramédical (SNPEPM), ainsi que plusieurs autres travailleurs affiliés au Snapap.

Ce mercredi, une fois sur les lieux, nous avons été témoins de certaines conditions de vie qui n'honorent plus le corps hospitalier : les étudiants vivent dans des conditions précaires avec des

sanitaires dégradés, un manque flagrant d'hygiène au sein des dortoirs, surtout pour les garçons qui partagent la même cour avec la morgue de l'hôpital (oui, nous disons bien la morgue avec la plupart du temps des morts à l'intérieur, alors qu'en face, il y a un dortoir d'étudiants dont la plupart sont des adolescents). Les mêmes conditions d'hygiène inexistantes prévalent dans les dortoirs des filles, alors que pour la scolarité, des problèmes liés à l'emploi du temps, au volume horaire et au planning des examens ainsi que les heures de révision dans la bibliothèque, et le manque total du Wifi, sont évoqués par les étudiantes et les étudiants. Chez les enseignants, le même désarroi subsiste et une mésentente totale avec le directeur, qui travaille en étroite collaboration avec une dame recrutée dans le cadre du pré-emploi et qui est devenue au fil du temps, selon les enseignants et les syndicalistes du Snapap, la véritable responsable au sein de cet institut, qui existe depuis mars

2013. En septembre dernier, un rapport détaillé était envoyé au ministère et à la DSP, et suite à quoi, une inspection avait été envoyée. Cette dernière avait établi en décembre un rapport avec 40 recommandations mais, trois mois plus tard, le directeur n'avait pris en considération aucune recommandation. En mars, après le blocage total, le directeur, objet de ces problèmes, avait été envoyé en congé forcé et remplacé par un intérimaire.

Durant cette période d'intérim, l'institut a repris de la vitalité tant le respect entre chacun, entre la direction et les enseignants, entre les enseignants et les étudiants et entre l'administration et les étudiants, a été revalorisé. De fait, lors de sa visite en mars dernier, le ministre de la Santé et de la Population qui était au courant de tous ces conflits et remarquant la bonne ambiance qui régnait après l'installation de cet intérimaire, a promis verbalement de le titulariser dans son poste. Tout le monde était content jusqu'au 2 mai dernier, date d'expiration de la période d'intérim de deux mois, et le retour au poste de l'ancien directeur qui a repris ses vieilles méthodes en commençant par des sanctions et

même des licenciements. Des méthodes qui ont exacerbé les esprits et des étudiants et des travailleurs et des enseignants.

Une semaine après son retour et puisque, entre-temps, un nouveau directeur est installé à la tête de la DSP de Bouira, celui-ci se déplacera avec une commission d'enquête dépêchée depuis le ministère. Nous sommes le 14 mai et cette commission, plutôt que d'entendre les différents protagonistes pour établir un rapport détaillé et équitable, s'est montrée très penchée vers le directeur objet de toutes les critiques. Cette partialité a eu pour effet la colère des étudiants qui ont été marginalisés par la commission et qui n'ont été entendus qu'après leurs protestations. Entendus finalement mais avec une manière qui frise l'humiliation. Depuis cette date, les étudiants, les travailleurs affiliés au Snapap et les enseignants sont en grève. Tous pointent du doigt le directeur. Les étudiants ne demandent que le respect et de meilleures conditions de travail et d'études, deux choses qui ne leur sont plus assurées par l'actuel directeur. Les enseignants ne demandent plus que l'application des recommandations soulignées

par la commission d'enquête de décembre dernier, et les travailleurs ne demandent que le respect et l'installation aux postes sensibles des fonctionnaires compétents et ayant une ancienneté en soulignant le cas paradoxal de la dame qui a été recrutée dans le cadre du pré-emploi et qui fait la pluie et le beau temps au sein de l'institut.

Cela étant, les étudiants et les étudiantes se disent tous inquiets pour leur devenir, et ne demandent qu'une chose : que le ministère installe à la tête de leur institut un homme capable de les comprendre et capable de se hisser au niveau supérieur, un responsable qui sache respecter les femmes et les étudiantes quels qu'ils soient, pas un responsable qui possède une mentalité rétrograde et qui ne sait plus comment assurer à l'Institut les bonnes conditions de vie et d'études...

Signalons que lors de notre présence sur les lieux, nous avons invité le directeur, objet de toutes ces critiques, à donner son point de vue mais celui-ci nous dira dans son bureau qu'il est tenu par l'obligation de réserve.

Y. Y.

TIZI-OUZOU

**Le projet innovant de la Maison de santé
handicap retenu**

Unique structure de santé de ce type en Algérie, le projet de Maison de santé handicap (MSH) a été retenu officiellement à Bouzeguène à l'occasion de la visite de travail effectuée mardi dernier au centre médicopédagogique par une commission ministérielle de la santé pour évaluer l'ampleur du travail accompli par l'association et donner son quitus au projet. L'idée de cette structure innovante à vocation régionale a, en effet, séduit la commission ministérielle de la santé et le directeur de la santé et de la population (DSP) de Tizi-Ouzou, selon ses initiateurs.

Résumant le projet, D' Baya Hamoum, chef de projet portant inclusion scolaire, indique que le projet se propose de mettre en place un guichet unique handicap où la personne en situation de handicap pourra accéder dans le même espace au diagnostic à travers l'unité médicale et aux compensations médicosociales de son handicap à travers l'unité d'appui social. Elle

sera sollicitée en tant que structure de proximité partenaire direct et privilégié des maternités, des structures hospitalières, des services sociaux et des écoles et sera enfin l'adresse de référence des professionnels de l'éducation, de la santé et de la solidarité intervenant auprès des ESH de la wilaya de Tizi-Ouzou et de renforcement des synergies entre les acteurs profession-

nels directement concernés par le handicap. Mais la valeur ajoutée du projet est dans le fait qu'il constitue un véritable pôle-ressources en terme d'expertise clinique.

Ce pourquoi il a été accompagné dès le départ par la Direction de la santé publique de Tizi-Ouzou et son initiation par l'association des handicapés de Bouzeguène, ajoute notre interlocutrice qui se félicite de la sollicitude des partenaires du projet qui a ainsi bénéficié d'une enveloppe avoisinant le milliard de centimes. Il viendra de ce fait soulager les handicapés et leurs parents de fastidieuses et lourdes contraintes bureaucratiques qui les ballottent d'une structure et d'un service à un autre.

Salem Hammoum

RELIZANE

On sensibilise contre le tabagisme

Le CIAJ Beldjilali-Hamani a organisé une journée de sensibilisation à la Maison des jeunes, avec la participation du mouvement associatif, DDS, Odej, et d'autres secteurs, sous le thème «la convention-cadre de l'OMS, pour la lutte anti-tabac».

Les conférenciers ont mis l'accent sur les principaux facteurs de sensibilisation et de préservation, le rôle important joué par les associations, en contact avec les jeunes

et les professionnels de la santé qui peuvent donner des conseils aux consommateurs de tabac, en indiquant ses effets dévastateurs sur le corps humain. Les participants regrettent, cependant, que cette manifestation n'ait pas drainé un grand nombre de jeunes.

A ce sujet, le directeur de l'Odej estime que le travail de proximité est beaucoup plus efficace. Car, dira-t-il, il cible principalement les quartiers populaires et les adolescents fréquentant les établissements

scolaires et qui ignorent les conséquences du tabagisme.

A noter que le tabac tue chaque année un nombre important de fumeurs, en Algérie, dont plus de la moitié par infarctus du myocarde.

Dans ce sens, on s'interroge sur l'application de la réglementation qui interdit de fumer dans les lieux publics comme par exemple dans les cafés, les restaurants et autres lieux.

A. Rahmane

SIDI-BEL-ABBÈS

Quatre personnes écrouées pour trafic de cocaïne

Les saisies de cocaïne, une des drogues les plus dures, sont sporadiques à Sidi-Bel-Abbès.

Après des saisies de cette nocive substance, il y a quelques mois, les interceptions semblaient ces derniers temps se réfréner mais cependant, la vigilance des services de sécurité et de la douane n'a pas baissé pour autant pour parvenir à

neutraliser d'autres narcotrafiquants. Cette rigueur a porté ses fruits mercredi dernier, lorsque les éléments de la Gendarmerie nationale ont, lors de la fouille d'un car de voyageurs assurant la liaison entre Sidi-Bel-Abbès et Tlemcen, intercepté deux ressortissants étrangers en possession de 850 g de cocaïne.

Ces derniers ont été arrêtés et écroués. Dans la même journée, les services des

douanes, de leur côté, ont, lors d'un point de contrôle au niveau de la localité de Sidi-Ali-Boussidi, arrêté une Peugeot 207, avant d'intercepter une quantité de cocaïne de 34,4 g, dissimulée derrière la plaque d'immatriculation.

Les deux occupants du véhicule ont été arrêtés et écroués par le procureur de la République de Benbadis.

A. M.

MAÂTKAS

**Tentative de viol
sur une écolière de 7 ans**

Il s'en est fallu de très peu pour qu'un abject crime soit commis, au milieu de la semaine dernière, à Maâtkas, à une vingtaine de kilomètres au sud de Tizi-Ouzou, lorsqu'un homme de 35 ans s'en est pris à une gamine de 7 ans sous la menace d'un poignard.

Alors que la petite fille était sur le chemin de l'école, à 7 heures 30, l'abominable personnage jaillit de nulle part pour agripper la petite, puis la prendre par la taille, pour ensuite s'engager dans un sentier. Les cris et suppliques de la petite écolière n'ont pas eu d'effet sur le bonhomme qui, au contraire, brandit un poignard pour menacer la petite fille. Celle-ci ne dut son salut qu'à l'intervention d'un passant alerté par les hurlements. Il s'est avéré, après enquête de la police, que le triste personnage s'était déjà rendu coupable d'un acte contre nature commis sur un mineur.

Présenté devant le parquet de Tizi-Ouzou, mardi dernier, le sinistre quidam a été placé en détention provisoire.

A. M.

TIARET

**4 morts et 11 blessés
dans une collision**

Un grave accident de la circulation a eu lieu, avant-hier, sur la RN 23 reliant Tiaret à Relizane, non loin de la localité de Tamda, relevant de la commune de Guertoufa, faisant quatre morts et pas moins de onze blessés dont quatre dans un état sérieux, a-t-on appris auprès de la Protection civile.

Le drame est survenu lorsqu'une Renault Mégane est entrée de plein fouet dans un bus roulant en sens inverse.

La violente collision s'est soldée par le décès sur le coup de deux hommes et deux femmes se trouvant à bord du véhicule léger. Les mêmes sources précisent que onze autres passagers ont été blessés dans cet accident avant d'être évacués vers les UMC de l'hôpital Youssef-Damardji de Tiaret où quatre parmi eux ont été gardés en observation médicale.

M. B.